

Dans la région, quatre départements (Alpes-de-Haute-Provence, Alpes-Maritimes, Hautes-Alpes et Var) sont concernés par des zones à risque de niveau 3 (dont le potentiel radon est significatif). Dans ces zones, le code de la santé publique impose que les établissements (dont certains relèvent de la responsabilité des collectivités) scolaires, thermaux, pénitentiaires et médico-sociaux avec fonction d'hébergement, par exemple les hôpitaux et les maisons de retraite, effectuent des mesures de radon tous les dix ans, et lors de travaux entraînant une modification substantielle des bâtiments.

◆ LES ACCIDENTS DE LA VIE COURANTE

Les accidents de la vie courante sont des traumatismes non intentionnels ne prenant pas en considération les accidents du travail et de la circulation. Parmi ces accidents, on trouve les intoxications accidentelles, les chutes accidentelles, les accidents provoqués par le feu, les noyades accidentelles et les accidents par suffocation. Ils peuvent être liés à l'habitat, mais aussi aux activités de loisirs.

Entre 2011 et 2015, les accidents de la vie courante ont été à l'origine d'environ 1 900 décès en moyenne par an dans la région. Ils concernaient 8 fois sur 10 une personne âgée de 65 ans et plus. Le nombre de décès par accident de la vie courante est en augmentation dans la région depuis la période 2004-2008.

◆ 9 HABITANTS DE LA RÉGION SUR 10 SATISFAITS DE LEUR LIEU DE RÉSIDENCE

En 2017, dans le Baromètre santé environnement, 9 habitants de la région sur 10 (90,1 %) se sont déclarés satisfaits de leur lieu de résidence, un chiffre très élevé. L'habitat peut être une source d'insatisfaction et de risques pour la santé pour certains ménages, notamment les plus modestes en situation de précarité énergétique⁷. Selon les habitants, celle-ci est le plus souvent due à une mauvaise isolation thermique de leur logement. Dans la région, cela concerne environ 110 000 foyers.

Parmi les habitants interrogés, un peu plus d'1 sur 2 avait le sentiment d'être bien informé sur le monoxyde de carbone (56 %) et la peinture au plomb (52,1 %). À l'inverse, ils étaient respectivement 5,2 % et 12,5 % à n'avoir jamais entendu parler de ces sujets.

7. Ménages déclarant avoir souffert du froid pendant au moins 24 h au cours des 12 derniers mois, pour un motif relevant de la précarité énergétique et appartenant aux 30 % des ménages les plus modestes, selon le revenu par unité de consommation - résultats issus de l'extension régionale du Baromètre santé 2016 (Santé Publique France).

Ressources et indicateurs

+ Centres ressources

▶ AGENCE DÉPARTEMENTALE POUR L'INFORMATION SUR LE LOGEMENT (ADIL)

www.anil.org/lanil-et-les-adil/votre-adil

Les ADIL ont pour mission d'informer gratuitement les usagers sur leurs droits et obligations, sur les solutions de logement qui leur sont adaptées, notamment sur les conditions d'accès au parc locatif et sur les aspects juridiques et financiers de leur projet d'accession à la propriété. Elles assurent un rôle de prévention, notamment en direction des publics fragilisés, en sécurisant le cadre décisionnel des ménages, en particulier sur le plan juridique et financier. Les ADIL réalisent des études locales sur différents sujets (habitat indigne, précarité énergétique, loyers...

▶ ENVIROBAT BDM

www.envirobatbdm.eu

Envirobot BDM rassemble les professionnels de la construction qui font fructifier les connaissances, bonnes pratiques et innovations dans le domaine de la construction, de la réhabilitation et de l'aménagement durables en région méditerranéenne.

+ Outils

▶ PORTAIL INTERNET PREVENTION-MAISON.FR (SANTÉ PUBLIQUE FRANCE)

www.prevention-maison.fr/accidents/#/home/introduction

Santé Publique France a créé le site prevention-maison.fr qui traite de l'ensemble des risques accidentels et environnementaux. Dans un intérieur standard, l'internaute est invité à cheminer dans les pièces d'une maison. Pour chacune, les dangers sont pointés, avec à chaque fois, un texte qui rappelle le risque, les bons gestes à adopter pour s'en prémunir et des sources d'information complémentaire.

▶ CARTOGRAPHIE DU POTENTIEL RADON DES COMMUNES (INSTITUT DE RADIOPROTECTION ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE)

www.irsn.fr/FR/connaissances/Environnement/expertises-radioactivite-naturelle/radon/Pages/5-cartographie-potentiel-radon-commune.aspx

▶ RADON : BOÎTE À OUTILS POUR LA MISE EN ŒUVRE D' ACTIONS LOCALES DE SENSIBILISATION (CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BÂTIMENT, DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ, 2018)

solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/guide_radon_fevrier_2018.pdf

La direction générale de la santé et le centre scientifique et technique du bâtiment ont réalisé une boîte à outils pour la mise en œuvre d'actions locales de sensibilisation du public au radon (exemples de supports de communication, de réponses concrètes aux questions fréquentes sur le sujet...). Ce guide s'appuie notamment sur des actions locales déjà menées en France.